

Unité et diversité des préjugés racistes et antisémites

Le 25 juin dernier, la CNCDH a rendu public son dernier rapport sur la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie, pour l'année 2025 ⁽¹⁾. Bien que la tendance de fond soit à une hausse lente de la tolérance, les préjugés ne disparaissent pas pour autant et certains groupes restent moins acceptés que d'autres.

Nonna MAYER, directrice émérite de recherche au Centre d'études européennes et de politique comparée de Sciences Po/CNRS

Tous les ans depuis 1990, la Commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDH) dresse un état des lieux du racisme, de l'antisémitisme et de la xénophobie en France, avec une enquête menée par un institut de sondage ⁽²⁾ choisi sur appel d'offres, en fonction de critères rigoureux, notamment sur le terrain et l'échantillonnage ⁽³⁾. Cette enquête porte sur un échantillon national d'un millier de personnes, représentatif de la population adulte résidant en France métropolitaine dans sa diversité (8 % d'étrangers, 35 % de sondés issus de parents et/ou grands-parents étrangers). Elle se fait en face-à-face, au domicile. Le questionnaire explore toutes les facettes des préjugés envers les minorités. Les données permettent leur mesure et leur suivi sur trente-cinq ans, tout en soulignant à la fois ce qui les relie et ce qui fait la singularité de chacun.

Une lente progression de la tolérance

L'indice longitudinal de tolérance (ILT), mis au point par Vincent Tiberj, synthétise soixante-quinze séries de questions sur l'image des minorités, posées au moins trois fois dans le baromètre depuis 1990. Il varie de 0, si aucun sondé ne donne la réponse tolérante à aucune question, à 100, s'ils la donnent toujours (voir graphique p. 39). Le maintien des actes antisémites à un niveau exceptionnellement élevé ⁽⁴⁾, la forte poussée des actes antimusulmans ⁽⁵⁾, la polarisation du débat politique sur les enjeux migratoires ⁽⁶⁾, la dynamique électorale du Rassemblement national dans les sondages faisaient craindre un recul de la tolérance en 2025. Ce n'est pas le cas, l'indice reste stable, au niveau de 2024, 64 sur 100, soit 12 points au-dessus de son niveau de 1990 et 18 points au-dessus de son minimum historique de 1991 (cf. graphique). Bon an mal an, avec des hauts et des bas, la tendance est à une lente hausse de l'acceptation de l'Autre, liée à des facteurs structurels : renouvel-



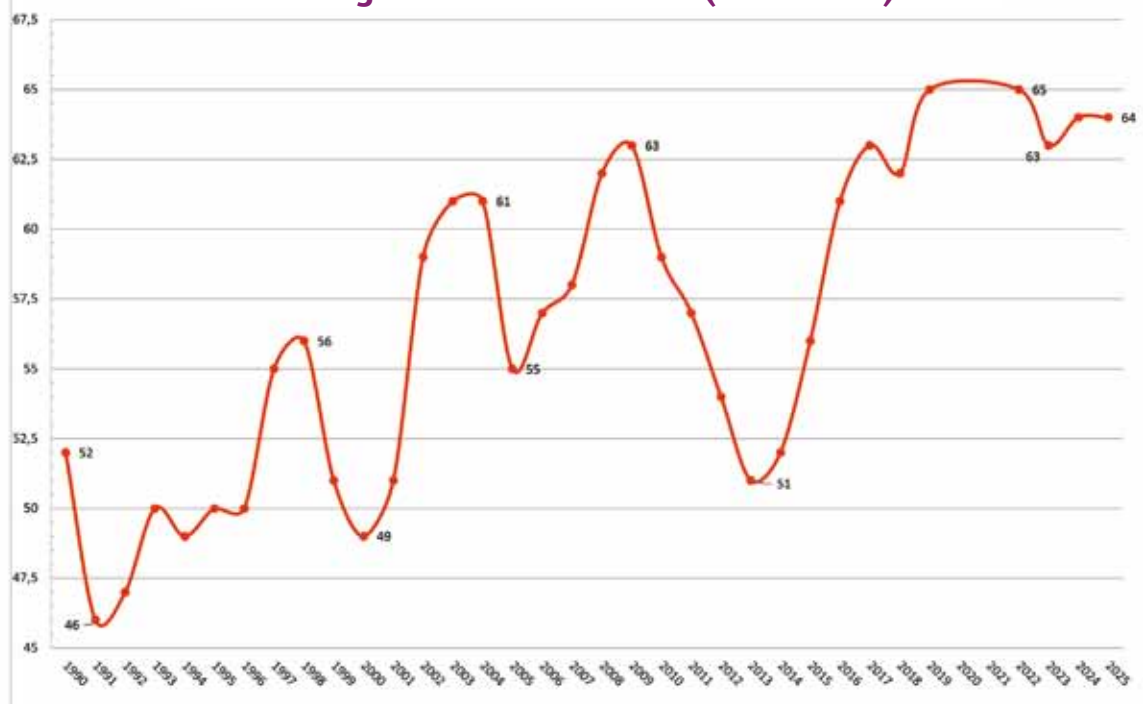
lement générationnel, hausse du niveau d'études, diversité croissante de la société française.

S'y ajoutent des facteurs politiques. L'ILT atteint son niveau le plus bas chez les proches des partis de centre droit, qui, pour la première fois dans ce baromètre, se montrent moins tolérants que ceux du RN (avec des ILT respectifs de 46 et 50 en 2025). Il atteint son niveau le plus haut chez les proches des partis de gauche, où il dépasse 80. Mais il est presque aussi élevé (75 %) chez les sondés proches d'aucun parti, un groupe aujourd'hui majoritaire dans l'échantillon et en progression constante (46 %, contre 13 % en 1995), et où les jeunes sont surreprésentés. Ces évolutions expliquent le paradoxe apparent entre hausse de l'ILT et poussée électorale d'un parti comme le RN. Les adeptes étant aussi les plus tentés par l'abstention, un décalage croissant apparaît entre le corps électoral allant aux urnes, plus âgé, plus conservateur, et la société dans son ensemble, plus tolérante ⁽⁷⁾.

Cette tendance à plus de tolérance vaut pour toutes les minorités étudiées par le baromètre, sans exception, que ce soient les juifs, les musulmans, les Maghrébins, les Noirs ou les Roms. Elle est

« L'indice longitudinal de tolérance est élevé chez les sondés proches d'aucun parti. Les adeptes étant aussi les plus tentés par l'abstention, un décalage croissant apparaît entre le corps électoral allant aux urnes, plus âgé, plus conservateur, et la société dans son ensemble, plus tolérante. »

L'indice longitudinal de tolérance (1990-2025)



Source : Baromètre racisme de la CNCDH en face-à-face (1990-2025)

Le maintien des actes antisémites à un niveau très élevé, la forte poussée des actes antimusulmans, la polarisation du débat politique sur les enjeux migratoires, la dynamique électorale du RN dans les sondages faisaient craindre un recul de la tolérance en 2025. Ce n'est pas le cas, l'indice reste stable, au niveau de 2024.

associée aux mêmes facteurs, l'âge, le diplôme, un positionnement à droite. Les préjugés à leur égard, que leur altérité perçue renvoie à la religion, l'origine, la nationalité ou la couleur de peau, sont à des degrés divers corrélés entre eux, permettant de construire une échelle globale de racisme. Mais dans cet univers on distingue aussi des sous-dimensions reflétant l'histoire singulière de chaque groupe, les politiques dont ils font l'objet, leur rapport à la société d'accueil et les discours de haine spécifiques qui les ont ciblés.

La diversité des préjugés observés

L'antisémitisme a de loin l'histoire la plus longue, qui remonte au Moyen Âge, et la plus singulière, à jamais marquée par la Shoah. Ses argumentaires sont les plus fournis, sédimentés par strates successives : l'antijudaïsme chrétien, qui fait des Juifs « le peuple déicide », l'antisémitisme à base économique, associant les juifs à l'argent et à la banque, l'antisémitisme politique, véhiculé par les « Protocoles des Sages de Sion », accusant juifs et francs-maçons de comploter pour diriger le monde, l'antisémitisme à base raciale, considérant la « race » juive comme inférieure, à exterminer. Après-guerre fleurissent les théories niant ou relativisant la Shoah. À partir de 1948 la création de l'État d'Israël fait naître le soupçon de « double allégeance » des Français juifs et, à partir de 1967, l'occupation et la colonisation des territoires nourrissent un « nouvel antisémitisme », caché derrière la critique d'Israël et du sionisme. Mais le « vieil » antisémitisme reste le plus prégnant, associant les juifs au pouvoir et à l'argent, au communautarisme, à une déloyauté envers la France. Quant aux questions relatives à Israël et au conflit, elles suscitent un taux de sans-réponses massif, traduisant la lassitude d'un conflit qui n'en finit pas, et le rejet des deux parties dos-à-dos, même si depuis le 7 octobre l'image d'Israël s'est clairement détériorée⁽⁸⁾. Au total deux dimensions distinctes rendent compte des perceptions négatives des juifs, en France : l'une caractérisée par un double rejet d'Israël et des juifs, alliant « nouvel » et « ancien » antisémitisme, l'autre centrée sur la critique

d'Israël et la défense des Palestiniens, sans adhérer aux stéréotypes antijuifs traditionnels. Des glissements sont toutefois possibles, de la critique légitime de la politique menée par le gouvernement israélien à Gaza et dans les territoires occupés, à l'antisémitisme, par l'essentialisation de cet État et l'amalgame avec les Français juifs, comme s'ils étaient unanimes à défendre Israël et sa politique. Les préjugés antimusulmans sont focalisés sur l'islam, qui menacerait l'identité de la France, et sur des pratiques (foulard, interdits alimentaires, jeûne du Ramadan, interdiction de montrer l'image du Prophète) susceptibles de « poser problème pour vivre en société ». Un débat symétrique à celui du nouvel antisémitisme s'est ouvert autour d'une « nouvelle islamophobie », des préjugés antimusulmans qui se masqueraient derrière la revendication du droit à critiquer une religion perçue comme intolérante et

(1) Rapport « La lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie. Année 2025 », La Documentation française, 2026 (www.cncdh.fr/actualite/lutte-contre-le-racisme-lantisemitisme-et-la-xenophobie-la-cncdh-publie-son-rapport-2025).

(2) La dernière vague a été conduite par l'Institut Ipsos, du 25 novembre au 12 décembre 2025. Voir « Contribution extérieure : le regard de chercheurs (Yuma Ando, Nonna Mayer, Vincent Tiberj, Tommaso Vitale) sur le Baromètre racisme CNCDH 2025 », in rapport CNCDH année 2025, cf. note 1.

(3) Le questionnaire est conçu par des chercheurs au fait des apports théoriques et méthodologiques des recherches nationales et internationales sur les préjugés. Il est élaboré de manière collective, associant l'équipe de recherche au groupe de travail « Racisme » de la CNCDH, constitué de représentants d'associations et de personnalités qualifiées.

(4) Arié Engelberg à Orléans, Elie Lemmel, agressé deux fois, à Deauville puis à Neuilly-sur-Seine.

(5) Aoubakar Cissé dans la mosquée de la Grand-Combe (Gard), Hichem Miraoui à Puget-sur-Argens (Var).

(6) Tensions avec l'Algérie sur le retour des migrants sous obligation de quitter le territoire français (OQTF), opération de contrôle des sans-papiers les 18 et 19 juin 2025, circulaire de janvier 2025 visant à durcir les conditions de régularisation ou d'accès aux titres de séjour.

(7) Vincent Tiberj, *La Droitisation française. Mythe et réalités*, Puf, 2025.

(8) En 2025, 41 % des sondés ne se prononcent pas, 41 % en ont une image négative et 18 % positive, contre respectivement 43 %, 31 % et 26 % pour la Palestine.



« L'image négative de l'islam et de ses pratiques est fortement corrélée à une image négative des musulmans, des immigrés et des minorités. Et les plus hostiles à l'islam se montrent plutôt moins attachés au principe de laïcité et moins tolérants, moins enclins à défendre l'émancipation des femmes ou des minorités sexuelles. »

contraire au principe de laïcité. En fait les données montrent qu'une image négative de l'islam et de ses pratiques est fortement corrélée à une image négative des musulmans, des immigrés et des minorités. Et les plus hostiles à l'islam se montrent plutôt moins attachés au principe de laïcité et moins tolérants, moins enclins à défendre l'émancipation des femmes ou des minorités sexuelles. Quant aux « Roms », souvent à tort confondus avec les « Gens du voyage »⁽⁹⁾, ils restent associés à des stéréotypes particulièrement dégradants, qui les décrivent comme des voleurs, des nomades, des exploiters d'enfants, inassimilables.

Le constat d'une hiérarchie des rejets

Ces questions permettent de construire des indices de tolérance distincts par minorités. Sans être directement comparables d'un groupe à l'autre, ils suggèrent une hiérarchie des rejets. La minorité la moins acceptée est celle des Roms, qui ont systématiquement l'ILT le plus bas, 14 points sous l'indice global en 2025. Les musulmans sont de plus en plus acceptés mais leur indice reste trois points en dessous de la moyenne. Les mieux intégrés sont les juifs et les Noirs, avec des indices supérieurs à la moyenne de respectivement 8 et 15 points. Les premiers parce que la mémoire de la Shoah reste présente, aune à laquelle s'évaluent tous les racismes. Les seconds à cause du poids de stéréotypes hérités de la colonisation, voyant les Noirs comme « de grands enfants », naïfs, primitifs, mais pas dangereux⁽¹⁰⁾.

Il n'y a pas assez de questions pour construire un ILT spécifique aux Asiatiques. Mais la question sur la perception des groupes dans la société française (« à part », « ouvert » ou « ne formant pas spécialement un groupe ») offre un bon substitut. La mino-

rité perçue comme la moins intégrée reste celle des Roms, vus par 64 % des sondés comme un groupe à part dans la société. Les Chinois viennent ensuite, perçus comme tels par un tiers de l'échantillon. Souvent rendus responsables de la propagation du virus de la Covid⁽¹¹⁾, leur mise à distance atteignait son maximum lors de la pandémie. Depuis elle s'est atténuée, mais la tendance repart à la hausse, s'établissant 3 points au-dessus du chiffre de l'an dernier. Ce sentiment d'extériorité baisse en revanche pour les musulmans. Il avait atteint son maximum fin 2023. Depuis, il a reculé de 6 points. On trouve ensuite à peu près au même niveau (autour d'un quart de réponses « groupe à part ») les Maghrébins, les Asiatiques et les juifs. Les Noirs, et plus encore les Antillais, sont de loin les mieux intégrés, considérés comme à part par respectivement 14 et 9 % des sondés.

L'autonomisation des préjugés antisémites

Ces préjugés sont inégalement reliés entre eux. Si on construit une échelle globale de racisme combinant nos échelles d'attitudes (antisémitisme, aversion à l'islam, anti-immigrés, antigroupes « à part »), l'autodéfinition comme « raciste » et la croyance en une hiérarchie des races humaines, c'est le ressentiment anti-immigrés qui y contribue le plus, suivi par le rejet des pratiques de l'islam, le fait de s'assumer raciste, le sentiment que certains groupes sont « à part » dans la société, et c'est le racisme biologique qui y contribue le moins⁽¹²⁾, 5,5 % des sondés croyant encore en l'existence de races supérieures.

Le fait le plus marquant est la déconnexion croissante de l'antisémitisme du reste des préjugés. Son coefficient de corrélation à l'échelle globale a baissé de 16 points en un an⁽¹³⁾, alors que l'aversion pour les immigrés, les groupes « à part » et l'islam suivent l'évolution inverse, à la fois plus corrélés entre eux et plus corrélés à l'échelle globale (respectivement +3, +7 et +4 points). Des évolutions contrastées en relation avec le contexte politique. Le renforcement des préjugés contre les immigrés, les musulmans, le « séparatisme » fait suite au cadrage stigmatisant et anxiogène de l'immigration par le précédent ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau. L'antisémitisme, depuis le 7 octobre, a été instrumentalisé à front renversé aux deux extrêmes du champ politique. Marine Le Pen a poursuivi sa stratégie de normalisation, prenant la défense d'Israël et se présentant comme le seul rempart des Français juifs contre l'islamisme. Jean-Luc Mélenchon a choisi le camp des Palestiniens à outrance avec des propos frisant l'antisémitisme, visant à séduire l'électorat des quartiers. Résultat : l'adhésion aux préjugés antisémites a baissé de 7 points au cours des trois dernières années chez les sympathisants du RN, et progressé de 10 points chez ceux de LFI. Fin 2025, leurs scores d'antisémitisme sont au même niveau, avec respectivement 48 et 47 % de notes égales ou supérieures à 2 sur 5, un niveau jamais atteint jusqu'ici chez les Insoumis. Des évolutions divergentes qui contribuent à dissocier l'antisémitisme des autres racismes.

Comme tout sondage, celui de la CNCDH a ses limites. Il ne renseigne pas sur les comportements effectifs, il mesure les opinions à un moment du temps ; les réponses dépendent de comment les questions sont posées et comprises. Il doit être complété par d'autres techniques pour saisir les relations interculturelles au quotidien, le ressenti des racisés, le poids du racisme systémique. Mais il éclaire la dynamique complexe de l'univers des préjugés, balayant au passage quelques idées reçues. ●

(9) « Gens du voyage » est une catégorie administrative française liée à un mode d'habitat mobile, sans connotation ethnique ; « Rom » renvoie à divers groupes de langue romani. Voir la contribution de Tommaso Vitale au rapport CNCDH précité, « L'antitsiganisme en France : distance persistante et empathie modérée », p. 323-353.

(10) Un paradoxe : alors que beaucoup d'entre eux sont musulmans, notamment la majorité des Sénégalais ou des Maliens, ils ne sont pas perçus ni ostracisés comme tels ; à la différence des Maghrébins et des Arabes qui sont d'abord perçus comme musulmans et souffrent de l'image négative que projette aujourd'hui l'islam en France, associé dans l'imaginaire collectif au terrorisme et au djihad.

(11) Voir Simeng Wang, Francesco Madrisotti, « Au-delà de la stigmatisation et de la solidarité : regards croisés sur la population d'origine chinoise en France au temps de la pandémie de Covid-19 », in *Revue européenne des migrations internationales*, 37(1), 2021, p. 303-313.

(12) Avec des corrélations respectives à l'échelle globale de respectivement 0,68, 0,59, 0,53, 0,43 et 0,18.

(13) La corrélation à l'échelle globale est de 0,26, contre 0,42 en 2024, alors que le niveau moyen de la corrélation tournait autour de 0,38 entre 2021 et 2023, et atteignait 0,49 en 2018, 0,45 en 2019.